

25 NOV 2005

10/11/05

APC

copie EISS



PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR

Direction de la Réglementation
et des Libertés Publiques

Bureau de l'Urbanisme
Et de l'Environnement

Chartres, le

Affaire suivie par :
Mme Colombe POITRIMOL
Tél. : 02 37 27 70 95
Fax : 02 37 27 72 55
colombe.poitrimol@eure-et-loir.pref.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

SOCIETE STAR

**MODIFICATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES DE REMISE EN ETAT
DE LA CARRIERE DE MARGON SITUÉE LIEU-DIT « LA BORDE »**

| Divisions | | | |
|-------------|------|-----|-----|
| Noms | Dest | Cie | Cit |
| JPR | | | |
| PB | | | |
| D le M | | | |
| NB | | | |
| Ce M | | | |
| A de M | | | |
| DM | | | |
| GOT | | | |
| CM | | | |
| CR | | | |
| CP | | | |
| JFM | | | |
| GUD | | | |
| SL | | | |
| CC | | | |
| Secretariat | | | |

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu les arrêtés ministériels des 10 février 1998 et 09 février 2004 relatifs à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévues à l'article 23-3 du décret du 21 septembre 1977 précité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1284 du 17 juin 1988 autorisant la SA STAR à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de MARGON ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1285 du 17 juin 1988 modifié autorisant le détournement du cours d'eau « La Cloche » sur la commune de MARGON ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2030 du 12 juillet 1999 relatif aux prescriptions à imposer fixant le montant des garanties financières pour la remise en état de la carrière, autorisée par l'arrêté préfectoral du 17 juin 1988 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1378 du 30 août 2001, autorisant la société SA STAR à exploiter, en régularisation et renouvellement d'une carrière et d'une installation de premier traitement de matériaux sur le territoire de la commune de MARGON ;

.../...

Vu l'arrêté préfectoral n°1682 du 08 octobre 2001 autorisant la SA STAR à exploiter en extension une carrière ainsi qu'une installation de premier traitement de matériaux sur le territoire de la commune de MARGON ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2003 autorisant la S.A.S STAR à modifier les conditions d'exploitation de la carrière de MARGON, située lieu-dit "La Borde", notamment son article 11 ;

Vu le rapport du Cabinet ANTEA, daté de septembre 2003, référencé A31833/A, transmis par la société STAR à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir ;

Vu le rapport établi par l'inspecteur des Installations Classées en date du 26 janvier 2005 ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission Départementale des Carrières au cours de sa séance du 27 septembre 2005 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

| |
|---------------|
| ARRETE |
|---------------|

Article 1 –

La société STAR dont le siège social est situé route de Craon à RENAZE (53800) est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de sables- graviers alluvionnaires et de sables du Perche, située sur le territoire de la commune de MARGON, au lieu-dit « La Borde » autorisée par l'arrêté préfectoral n°1682 du 08 octobre 2001 modifié, sous réserve du respect des prescriptions des arrêtés préfectoraux susvisés, complétés et modifiés par les dispositions des articles ci-après :

Article 2 –

Les tableaux présentant le montant des garanties financières, de l'article 7 de l'arrêté n°1682 du 08 octobre 2001 et de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2003 sont modifiés comme suit :

" Pour chaque période, le montant de référence des garanties financières figure dans le tableau ci-dessous :

| PERIODES | S1 (C1 = 70 KF/ha) | S2 (C2 = 150 KF/ha) | S3 (L) (C3 = 210 KF/m) | Montant des garanties financières TTC |
|----------------|-----------------------|------------------------|---------------------------|---|
| 1 2001-2005 | 00ha 54a 00ca | 7ha 87a 27ca | 600 m | 204 999 euros |
| 2 2006-2010 | 00ha 54a 00ca | 8ha 02a 00ca | 380 m | 201 324 euros |
| 3 2011-2015 | 00ha 54a 00ca | 1ha 87a 20ca | 250 m | 56 574 euros |

| |
|--|
| LES SUPERFICIES INDIQUEES CORRESPONDENT AUX VALEURS MAXIMALES ATTEINTES AU COURS DE LA PERIODE CONSIDEREE |
|--|

Les montants cautionnés doivent être actualisés selon la formule indiquée en annexe III de l'arrêté ministériel du 09 février 2004 visé par le présent arrêté."

Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral n°1682 du 08 octobre 2001 :

« Le montant indiqué dans le document d'attestation de la constitution des garanties financières doit être actualisé pour tout acte de cautionnement compte tenu de l'évolution de l'indice TP01 et de la TVA.

.../...

Ce montant est obtenu par application de la méthode d'actualisation suivante :

$$C_n = C_R (\text{index}_n / \text{index}_R) \times ((1 + \text{TVA}_n) / (1 + \text{TVA}_R))$$

Où :

C_R : le montant de référence des garanties financières

C_n : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Index_n : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Index_R : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières (= indice TP01 de février 1998 = 416,2).

TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

TVA_R : taux de la TVA applicable à l'établissement du présent arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières (= 0,206).

L'actualisation du montant des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période en cours. »

Il est ajouté à l'arrêté n°1682 du 08 octobre 2001, un article 7.9 rédigé ainsi :

« Les garanties financières résultent de l'engagement écrit d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance. Le montant de la somme à cautionner est égal au montant C_n évoqué à l'article 7.2 du présent arrêté. Il résulte du produit du montant de référence pour la période en cours figurant dans le tableau et de la formule d'actualisation définis à l'article 7.2 précité.

Cet acte de cautionnement doit être conforme aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières et doit être adressé par l'exploitant à la préfecture dès la notification du présent arrêté.

Une copie de ce document sera également transmise à l'inspecteur des installations classées dès notification du présent arrêté. »

Les autres dispositions des arrêtés préfectoraux du 21 juillet 2003 et n° 1682 du 08 octobre 2001 demeurent inchangées.

Article 3 –

Sauf mention particulière spécifiée dans le présent arrêté, toutes les prescriptions sont applicables dès la notification du présent arrêté.

Article 4 –

Monsieur le Directeur de la Société STAR peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Il peut également contester la décision par un recours gracieux ou un recours hiérarchique, ce recours ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal Administratif.

Article 5 –

Une ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Directeur de la société STAR. Ampliations en sont adressées à Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Nogent le Rotrou, à Monsieur le Maire de la commune de MARGON, à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises, sera en outre affiché à la Mairie de MARGON pendant une durée de un mois à la diligence de M. le Maire de la commune de MARGON qui devra justifier au Préfet d'Eure-et-Loir de l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché, en permanence et de façon visible, par le pétitionnaire dans son établissement.

Un avis du présent arrêté sera, aux frais de la société STAR, inséré par les soins du Préfet d'Eure et loir dans deux journaux d'annonces légales du département.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de MARGON et peut y être consultée.

Article 6 –

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté, peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

En particulier, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de l'activité, après mise en demeure de constituer ces garanties.

Article 7 –

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure et Loir, Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Nogent le Rotrou, Monsieur le Maire de la commune de MARGON, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement CENTRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARTRES, le **10 NOV. 2005**

POUR LE PREFET,
LE SECRETAIRE GENERAL,


Michel VILBOIS

